LES PRINCIPES DE REPARTITION DE LA D.H.G. EXPLIQUES AUX USAGERS

(document mis en ligne et explicité en réunion)

I. LA DOTATION HORAIRE GLOBALE

- La D.H.G. est un volume d'heures de cours attribué aux collèges et lycées par le Rectorat et la Direction des Services Départementaux de l'Éducation Nationale (D.S.D.E.N.), 6 mois avant la rentrée scolaire.
- Ce volume d'heures de cours doit être réparti pour permettre au collège de fonctionner.
- Cette répartition est effectuée par le chef d'établissement, en concertation avec les professeurs et en respectant la réglementation décidée par les pouvoirs publics.
- Le projet de répartition est soumis au vote du Conseil d'Administration de l'établissement.
- Pour faciliter la compréhension et le calcul de la répartition, le volume horaire annuel est rapporté à une semaine pour toutes les classes (manipuler des dizaines d'heures de cours plutôt que des milliers est plus simple).
- Pour chaque collège, le nombre d'élèves prévu à la rentrée est calculé par la D.S.D.E.N., tout comme le nombre de classes.
- Le volume de la D.H.G. attribuée est donc conditionné par le nombre de classes.

II. LES PROFESSEURS EN PLACE : "LES APPORTS"

- Le collège comporte des professeurs titulaires, dont le temps réglementaire est variable : certifiés, agrégés, E.P.S. Certains choisissent de travailler à temps plein, d'autres à temps partiel. Par exemple, à temps plein, un professeur certifié présente un horaire hebdomadaire minimum réglementaire de 18 heures en présence d'élèves.
- Tous ces "services" des professeurs, additionnés, constituent les "apports" en "heures poste" du collège.

III. LES COURS DANS LES CLASSES : "LES BESOINS"

- Chaque classe de chaque niveau reçoit un nombre de cours de différentes matières (les horaires officiels).
- Toutes ces heures de cours, additionnées, constituent les "besoins".

IV. LE TRAVAIL DE REPARTITION DE LA D.H.G.

- Le travail de répartition consiste préalablement à positionner les cours obligatoires, ce qui n'est pas négociable puisqu'il s'agit de respecter et d'appliquer la Règlementation (horaires officiels).
- Ensuite, il s'agit de rendre des arbitrages, de faire des choix pour répartir les heures restant disponibles, car la dotation attribuée aux établissements est toujours légèrement supérieure au strict volume des heures de cours dues aux élèves. Désormais, les enseignements facultatifs sont soumis aux arbitrages du C.A.
- C'est donc la "marge d'autonomie" laissée à l'appréciation de l'établissement qui est soumise au vote du Conseil d'Administration.

V. L'AJUSTEMENT DES APPORTS ET DES BESOINS

- Pour couvrir les cours dus aux élèves, "l'enveloppe D.H.G." attribuée au collège comporte des "heures poste" (HP) et des "heures supplémentaires année" (HSA).
- Les "heures poste" alimentent le temps réglementaire des professeurs, tandis que les heures supplémentaires permettent d'ajuster le partage des classes entre les professeurs et de faciliter la répartition du temps de travail (par exemple, pour un professeur certifié, l'addition de ses heures d'enseignement dépasse souvent 18 heures).
- Lorsque les apports sont supérieurs aux besoins, des professeurs du collège doivent compléter leur temps de travail dans un autre établissement (ce sont les "compléments de service donnés" ou CSD). La perte de classe(s) ou des apports trop élevés peut conduire le chef d'établissement à supprimer un/des poste(s) d'enseignant, car dans ce cas, le volume des apports dépasse nettement le volume des besoins. L'établissement court alors le risque d'avoir des professeurs sans classe(s).
- A l'inverse, lorsque les apports sont inférieurs aux besoins, des professeurs extérieurs viennent au collège compléter leur temps de travail (ce sont les "compléments de service reçus" ou CSR). Si le volume des besoins dépasse nettement et durablement le volume des apports, le chef d'établissement peut être alors amené à demander à la D.S.D.E.N. la création d'un ou plusieurs poste(s) d'enseignant.
- S'agissant des CSD, l'idéal est qu'un professeur CSD trouve un support CSR à durée horaire équivalente et de préférence, dans un établissement à proximité de son domicile. Les chefs d'établissement tentent de favoriser de tels "partages de services". En cas d'échec ou de refus des professeurs concernés, la D.S.D.E.N. et le Rectorat se chargent de mettre en place les appariements d'établissements.